



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Loi El Khomri : le retour de Germinal au 21ème siècle !



Bulletin Poste du NPA – 1^{er} mars 2016

Il n'y en aura décidément jamais assez pour les prédateurs : Hollande et ses différents gouvernements les contentent avec toute la servilité dont ils sont capables depuis 2012.

Après les 16 milliards d'euros distribués aux entreprises en 2016 au titre du CICE, l'allègement des cotisations patronales, et la loi Macron, l'enjeu pour les capitalistes est désormais d'une autre nature. Derrière le prétexte de résister à la concurrence et d'embaucher, se cache la volonté de mettre aux oubliettes un siècle de luttes ouvrières et de conquêtes de droits salariaux.

La loi travail est, pour le PS au pouvoir, le dernier bras de fer du quinquennat mais aussi le plus violent. Il s'agit ni plus ni moins que l'esquisse de la version moderne de la jungle qu'était le travail au XIXe siècle : journées de 12 heures, baisse de la rémunération des heures supplémentaires, augmentation du temps de travail sans augmenter les salaires et possibilité de licencier celles et ceux qui s'y opposeraient, élargissement des critères autorisant les licenciements. Les Valls et Gataz ont tout compris à la lutte des classes caractérisée par Marx : elle est le moteur de l'Histoire et ils sont bien décidés à en être la locomotive et mettre les travailleur-se-s, avec et sans papier, à genoux.

Mais la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot !

Les réactions de refus du projet de réforme El Khomri ont été rapides : pétition, réseaux sociaux, déclarations en tout genre et surtout appels à des journées de mobilisations et à la grève.

Pour autant, le communiqué issu de l'intersyndicale du mardi 26 février ne parle même pas de retrait et encore moins de grève... pour s'aligner derrière la CFDT qui veut amender sans vergogne un texte co-écrit avec le MEDEF. Mais ce n'est certainement pas ce choix conciliateur avec le patronat et le gouvernement qu'ont exprimé les premières réactions de colère. Face à la violence de l'attaque, l'unité syndicale doit être un outil pour l'action des salariés, pour les conforter dans leur réaction spontanée de refus de cette future loi, et ne peut s'encombrer de vain consensus pour mettre ensemble ceux qui pensent que du positif peut émerger de ce projet et ceux qui pensent que rien n'est amendable.

Le gouvernement hésite et reporte la discussion. Pour nous, pas question de tergiverser: grève générale pour le retrait !

Il se pourrait bien que cette attaque soit celle de trop mais pour cela, il ne suffira pas de tribunes dans la presse ou de molles protestations. Valls a dit qu'il irait jusqu'au bout, pourquoi ne pas lui répondre dès maintenant : nous aussi ! Les organisations de jeunesse ouvrent la voie. Elles appellent le mercredi 9 mars à une première journée de mobilisation pour le retrait du projet. Dix ans après la victoire du monde du travail et de la jeunesse pour l'abrogation du CPE, de nouveau, unissons nos forces.

Les jeunes ne seront pas seuls ce jour-là. Les cheminots sont appelés à se mettre en grève dès le 9 mars contre la réforme ferroviaire et l'ouverture à la concurrence. Ce sera également le cas à la RATP où un appel à la grève a été lancé sur la question des salaires. Par ailleurs, la direction de la CGT a finalement appelé à rallier la mobilisation du 9 mars. Le 9 pourrait ainsi bien être une date décisive pour appeler à une grève interprofessionnelle, public-privé, vers un mouvement d'ensemble, reconductible jusqu'au retrait du projet de loi travail ! C'est aussi avec cette idée qu'il faut préparer la journée de grève interprofessionnelle du 31 mars appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU.

Au mois de mars, faisons payer au gouvernement sa politique anti-ouvrière, tous ensemble, au même endroit, au même moment et pour la même cause !

Prime d'intéressement : du vol !

Tous les postier(e)s ont été révoltés d'apprendre que cette année, la prime d'intéressement ne leur serait plus versée automatiquement sur leur compte. Au vu de nos salaires de misère, c'est déjà lamentable de ne toucher que ces 406 euros bruts, calculés de manière opaque par la boîte sur fond de suppressions d'emplois et de réorgs. Mais imposer de les placer sur un compte bloqué, là cela devient du vol organisé ! Déjà avec les chèques culture, la boîte avait prévu que certains d'entre nous oublieraient ou zapperaient de les commander (du fric économisé sur notre dos par nos patrons !), et rebelotte avec la prime d'intéressement. Si on ne fait pas l'effort de demander à le toucher, cet argent finira sur un compte bloqué 5 ans. Alors que nos dirigeants savent très bien qu'on galère pour payer le loyer et boucler les fins de mois, ce petit coup bas pour que la Banque Postale bénéficie de liquidités, est une provocation de plus à notre encontre. Ce qu'il va falloir imposer, ce sont de véritables augmentations de salaire tous les mois ! Nos patrons vont trop loin dans tous les domaines : cela nécessite un retour de bâton collectif, en exprimant notre colère dans les grèves et manifestations à venir !

Grève au SOTI de Villeneuve la Garenne pour l'embauche de deux agents !

Depuis la mi-février, les agents du SOTI de Villeneuve (CEDEX de Levallois Perret délocalisé en 2010) réclament l'embauche de deux collègues dont les CDD ont fini le 29 février. Après plusieurs réunions et Assemblées Générales, et une pétition signée par la totalité d'entre eux, les agents du SOTI ont décidé le 25 février de se mettre en grève pour exiger à minima une reconduction des contrats de leurs collègues. Ils ont poursuivi le mouvement le lendemain, et ont cherché à s'adresser aux facteurs distribuant le courrier de Villeneuve la Garenne, dont deux agents se trouvent dans une situation similaire. Les agents du SOTI sont déterminés à poursuivre jusqu'à l'embauche de leurs deux collègues dans leur service !

Grève des guichetiers à Clamart centre

Les agents du guichet de Clamart centre sont confrontés à un projet de réorganisation supprimant 4 emplois sur le bureau principal et son annexe de La Fourche, et prévoyant de fermer le bureau entre midi et deux. Opposés à ces suppressions d'emplois, ils ont boycotté toutes les réunions organisées par la direction dès le début du processus de réorg. Tous les samedis depuis le 30 janvier, ils font grève et sont présents devant leur bureau, faisant signer une pétition, qui a déjà recueilli plus de 1400 signataires. Les postiers sont soutenus par une intersyndicale CGT-SUD, et le NPA,

le PCF, le PG et même le PS ! Pour amplifier le rapport de force, ils ont décidé d'organiser une journée d'action en semaine pour que tous les agents puissent aller manifester devant la direction du Réseau 92 et la poussent à négocier ! Dans de nombreux bureaux, la colère commence à monter : pour être plus forts il faudra frapper tous ensemble et au même moment !

Rassemblement à la DSCC des Yvelines en soutien à Cédric

Le 22 février, les collègues de Cédric, un jeune agent de Saint Germain en Laye, étaient rassemblés devant la DSCC des Yvelines pour le soutenir lors de son passage en entretien préalable à licenciement. Les syndicats SUD et CGT étaient également présents pour dénoncer cette nouvelle tentative de répression à l'encontre d'un militant syndical. Pourquoi cela ? Cédric était de ceux qui avaient participé à la jonction entre Saint Germain en Laye et les grévistes de Neuilly en décembre 2015, cette convergence ayant encouragé de nombreux collègues de Saint Germain à se mettre à leur tour en grève. L'acharnement dont la direction de La Poste fait preuve envers les postiers combatifs est inacceptable. De nouvelles actions sont prévues pour soutenir Cédric s'il devait passer en conseil de discipline.

Des postiers inspecteurs du permis de conduire...

Depuis le 29 février, 43 postiers sont devenus examinateurs du permis de conduire. Au lieu d'embaucher des examinateurs en plus pour pallier au sous-effectif et au délai d'attente interminable pour passer le permis, La Poste se retrouve à transformer des postiers en inspecteurs du permis. L'idée prêterait à sourire si on ne vivait pas un sous-effectif de dingue dans tous les services. Découverts quotidiens, impossibilité de poser ses congés... Ce qu'il faut, c'est augmenter le nombre d'emplois à La Poste par des embauches, idem pour les inspecteurs du permis, et non faire un buzz médiatique qui au final revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul, une mascarade !

